

FEMMES, TRAVAIL

ET INFORMATISATION

Parée du sous-titre "Opportunities and Disadvantages" (Chances à saisir et inconvénients), la conférence internationale Women, Work and computerization a eu lieu fin septembre 1984, à Riva del Sole en Italie. Comment se situe-t-elle par rapport aux conférences de femmes ou de féministes sur les nouvelles technologies, qui l'ont précédé ?

Une première conférence internationale sur les nouvelles technologies et l'emploi des femmes s'est tenue à Delft, les 18-20 mars 1982. Elle a réuni un petit groupe de femmes des pays nordiques, du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui cherchent à élaborer une perspectives féministe en la matière. Il en est sorti un manifeste :

- démystifier pour les femmes les nouvelles technologies ;
- faire la lumière sur ce qui sous-tend le marketing des nouvelles technologies, les mécanismes capitalistes et patriarcaux et leur contrôle ;
- rendre visible les qualifications féminines non rétribuées ;
- élaborer, au sein des accords sur les technologies, une perspective féministe ;
- lutter contre le sexisme dans la publicité pour les nouvelles technologies ;
- s'opposer à l'expansion du travail à domicile pour les femmes ;
- promouvoir des formes d'organisation du travail qui n'oppriment pas les femmes ;
- encourager le militantisme sur les lieux de travail ;
- lutter pour des équipements acceptables du point de vue santé.

Depuis lors, ce groupe publie un bulletin d'information, *Femtech*.

En mars 1982 également, une conférence régionale sur femmes et nouvelles technologies a réuni une centaine de femmes à Leeds, Royaume-Uni, suivie, en juin, à Londres, par une conférence organisée par des femmes participant au réseau pour des technologies alternatives.

A Toronto, en juin 1982, s'est tenue une conférence bilingue, au titre français : *L'avenir se décide maintenant - Les femmes et l'impact de la microélectronique*. A l'initiative de féministes actives dans quatre organisations universitaires, de recherche et d'action, au Canada, elle a été organisée par un groupe de coordination. Elle a rassemblé plus de 600 femmes. Au programme, des femmes chercheurs, professeurs, syndicalistes. Les divers aspects du travail des femmes entraient dans le thème plus large de l'informatisation à l'ère de la microélectronique. Quelles actions pourraient et devraient entreprendre les femmes du fait de leur vision spécifique des choses ?

Entre autres résultats de cette conférence, on peut citer la création spontanée d'un réseau de femmes canadiennes. Une brochure récente résume les interventions, les propositions d'action de la conférence (1).

Les Françaises étaient moins nombreuses encore : qui ose venir et intervenir quand la langue de travail est l'anglais ? On préfère ne pas gaspiller son argent ou celui de son institut de recherche. Parmi les onze pays représentés, les nordiques prédominaient. Cela est dû sans doute au poids des syndicats dans ces pays, qui se sont affirmés, les premiers, pour négocier et contrôler l'installation des nouvelles technologies. Mais leur anglophonie naturelle, comme celles des Allemandes et des Autrichiennes, a dû également jouer un rôle. Les Italiennes, relativement peu nombreuses, se sont en effet plaintes de ces difficultés linguistiques.

Parmi la vingtaine de communications, bon nombre arboraient le style universitaire requis pour de telles manifestations, leurs auteurs travaillant pour la plupart, au sein d'instituts de recherche. Pourtant, les préoccupations féminines et la conscience féministe s'y faisaient clairement entendre. On y retrouvait deux grands courants :

— D'une part les « égalitaires » qui aspirent à ouvrir aux femmes, reléguées dans leurs ghettos de travail, de nouveaux champs d'activité plus valorisants. Il me semble que ces souhaits coïncident, aujourd'hui, avec les politiques officielles de tant de nos pays avancés, qui, à travers leurs ministères et leurs agences spécialisées incitent les femmes à « faire carrière » en leur offrant, sur un plan limité, une formation dans les technologies de pointe. Sans doute faut-il des efforts hors du commun pour détruire les stéréotypes enracinés, mais ne doit-on pas se demander si ce sont les femmes qui « s'approprient » ainsi les nouvelles technologies ou si ce n'est pas la « société » qui, encore une fois, s'approprie les femmes pour faire face à un manque spécifique de main-d'œuvre ? (5)

— D'autre part, celles qui valorisent chez la femme, « la différence », son apport humain dans le travail, non reconnu et méconnu par la société. Malgré les apparences, c'est une position profondément contestataire, qui remet en question les valeurs régnantes de la société et propose, en échange, celles des femmes.



Ces deux points de vue se sont exprimés à propos de trois aspects du travail informatisé : la conception et l'installation de systèmes ; l'utilisation du terminal comme outil ; le maniement des machines de traitement de textes. Il était question de divers niveaux hiérarchiques, informaticiennes et programmeurs ; employés de commerce, d'assurance, des services d'une administration ; secrétaires et dactylos.

On ne peut pourtant pas opposer ces positions l'une à l'autre. Ce sont deux pôles dont les courants s'interpénètrent. Le groupe de femmes Microsyster (6), par exemple, qui a distribué sa « publicité » à la conférence, avait acheté un microordinateur afin d'en démystifier la technologie auprès des femmes, en leur offrant des formations gratuites et à la carte, et en les encourageant à l'utiliser pour gérer leurs affaires ; ainsi seraient-elles mieux à même de formuler des critiques à l'égard de l'informatique. Relève de la même démarche, quoique plus institutionnelle, cette base de données sur les femmes et informatisation (7), que viennent d'instaurer deux sociologues de l'Université du Sussex.

Ces utilisations « alternatives », font-elles le jeu d'une informatisation « inéluctable », en y entrant de plain-pied ou, au contraire, sont-elles des « détournements » qui mettent à nu les deux faces de ces outils : leur valeur d'usage et leur valeur d'échange ? L'appropriation de leur **valeur d'usage réelle**, n'est-elle pas une dénonciation implicite du détournement de cette technologie qui, produit de la société tout entière à une fin commerciale ?

Ne faut-il pas abattre les barrières et encourager les femmes à entrer dans les emplois techniques qualifiés ?

Voici ce que nous apprend une recherche norvégienne sur des étudiantes en ingénierie (8). Les femmes s'intéressent plus que les hommes aux aspects sociaux

de la technologie, dit l'étude, et à la qualité humaine des conditions de travail plutôt qu'aux considérations étroitement monétaires et carriéristes qui prévalent chez les hommes. « *Les femmes pourraient donc constituer une force critique des valeurs dominantes et des comportements-types dans cette profession. Or, les valeurs féminines ont peu de chance d'y exercer un poids réel* ». Car, une fois entrées dans ces professions « non traditionnelles », il faut que les femmes se conforment aux valeurs prédominantes. Une pression puissante s'exerce sur elles.

De nouvelles carrières porteuses d'égalité ?

Et les analystes ? D'après l'exposé « Une perspective féministe sur l'élaboration de systèmes » (9), il serait possible, même dans le contexte politique d'aujourd'hui, de construire des systèmes informatiques qui soient plus satisfaisants que ceux actuellement en place et ceci d'un triple point de vue : techniquement, organisationnellement et socialement. Ce qu'il faudrait aux experts en question, c'est prendre conscience des aspects non quantifiables des organisations et du travail humain. Ces aspects-là semblent pouvoir être spontanément intégrés par les femmes, tandis qu'ils sont négligés par les hommes (10).

Mais au niveau où nous intervenons, a remarqué une Suédoise dans un groupe de travail, le système a déjà été conçu par des hommes. Nous, les femmes programmeurs, nous n'avons qu'à l'appliquer tel quel, nous n'avons pas notre mot à dire.

Le groupe américain « 9 to 5 » (10 000 femmes travaillant dans des bureaux en sont membres) est à l'origine d'une conférence « internationale » Office Work and New Technology (travail de bureau et technologie nouvelle) qui a eu lieu à Boston, en octobre 1982. Son but réel était de faire connaître aux Etats-Unis, arriérés sur ce plan-là, les cinq formes de contrôle des syndicats des scandinaves sur le changement technologique. Les 350 Américaines participaient à la conférence. Un choix des communications présentées par des auteurs d'affiliations et d'origines nationales diverses, a été publié sous le titre *Office Automation - Jekyll or Hyde ?* (2). Cette association de femmes qui avait déjà fait paraître en 1980 une première étude sur l'informatisation des bureaux, intitulée « *Race Against Time* », vient de rendre public une enquête nationale sur le « stress » qu'éprouvent les femmes dans leur vie de travail, avec une annexe de 13 pages sur l'informatisation des bureaux (3).

Un premier colloque européen, « Les nouvelles technologies et les femmes » a été organisé à Paris par le ministère des Droits de la femme, les 24 et 25 janvier 1983. Centré sur les questions de formation, il a mis en valeur les possibilités offertes par le Fonds social européen.

A Genève, en juin 1983, a eu lieu la première International Women and New Technology Conference (conférence internationale de femmes sur les nouvelles technologies). Carrément féministe et non mixte, cette conférence a mis l'accent sur l'aspect international des questions que posent aux femmes les nouvelles technologies. Elle a été organisée par ISIS, service d'informa-

tion et de communication internationales dans le mouvement des femmes, suite à l'intérêt exceptionnel qu'avait suscité en 1982, son bulletin *Women and New Technology*. Près de la moitié des 50 participantes venaient d'Asie, dont cinq Japonaises du groupe « Femmes contre l'informatisation de la société » ; 18 pays étaient représentés. On aborda les bio-technologies et la production industrielle de circuits intégrés aussi bien que l'informatisation des bureaux. Quelle stratégie féministe fallait-il prôner pour contrôler le changement technologique ? Démystifier, organiser... Ces débats sont consignés dans un numéro spécial du bulletin de ISIS (4).

La Conférence d'Italie

Convoquée dans le cadre des conférences internationales de l'IFIP (Fédération internationale pour le traitement d'information) (4), celle-ci a été organisée par son Groupe de Travail n° 9 qui se penche sur les aspects sociaux de l'informatique. Voici la question à laquelle devait répondre cette conférence : Quel savoir-faire, quelle qualification spécifique de la femme face à l'informatisation du travail ?

On a voulu assurer aux femmes une prise de parole adéquate en leur réservant une participation de 60 %, préférence étant donnée à celles ayant une expérience de travail en la matière. Colloque mixte, donc, et non pas féministe, sur le travail des femmes. Mais, que ce soit dû au manque d'intérêt de la part des hommes ou à une

« Micropackaging ». Bull Angers.



prise d'assaut par les femmes, le fait est qu'il n'y avait que trois hommes parmi les 40 personnes figurant au programme soit comme auteur de communication soit comme participant à une table ronde.

Une étude faite aux Etats-Unis (11) affirme qu'avec l'avènement des postes de travail multi-fonction et des micro-ordinateurs, l'utilisation de machines de traitement de textes est en déclin. On propose donc aux femmes une nouvelle carrière : spécialiste en systèmes d'information. Les auteurs de l'étude avaient constaté, en 1982, que parmi 200 entreprises américaines, la dixième seulement utilisait le traitement de textes d'une manière efficace. Les candidates pour cette carrière nouvelle sont des opératrices des centres de traitement de textes douées en connaissances techniques qui, après avoir servi comme surveillante du centre, montent dans les services afin de prodiguer leurs conseils aux cadres et rédacteurs qui, eux, utilisent les nouveaux outils (dont le logiciel de traitement de textes).

Plutôt qu'une voie vers des carrières personnelles, le passage à l'informatisation, ne peut-il pas être un moyen privilégié d'abattre la ségrégation de la masse des femmes au bas de l'échelle, aussi bien dans les usines que dans les bureaux, où la division sexuelle des tâches leur a réservé, jusqu'ici, les travaux les plus parcellisés, les plus répétitifs ? La réorganisation du travail à l'ordre du jour dans les cinq à dix ans à venir, au lieu d'être l'instrument de la mise au chômage massive des femmes dont les postes disparaîtront, doit servir à revaloriser leur travail en leur donnant accès, à égalité avec les hommes à de nouveaux postes à créer, plus qualifiés et plus humains. Il s'agit là de la **dimension politique de l'organisation du travail** et de toute une contre-stratégie à élaborer (12).

Question politique, donc. Comment les femmes concernées au premier chef, peuvent-elles exercer leurs poids pour que l'informatisation se réalise dans des conditions de travail acceptables pour tous ? Quelles stratégies élaborer ? Une sociologue suédoise propose, à la fin de son analyse du contenu et de la charge de travail dans la définition des nouveaux postes informatisés (13), des stratégies pour la participation des femmes aux décisions. Plus utiles que les diverses formations en informatique, sont les cours organisés par les syndicats de son pays sur les conditions de travail, sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Mais faire entendre sa voix n'est pas facile, pas plus dans les syndicats qu'ailleurs. Il faut parfois inventer de nouvelles formes de communication pour que les femmes puissent échanger directement entre elles leurs expériences et élaborer leurs propres propositions. La Norvège nous montre deux cas où de tels liens horizontaux, formels ou informels, ont été créés dans le secteur des services (14), face à une informatisation imminente. Il s'agissait, dans un cas, d'assistantes bibliothécaires, et de l'autre, d'employées des PTT : dans ces secteurs, les femmes sont largement majoritaires. Or, l'expérience des syndicats en matière de changement technique se limitait à l'industrie et à ses travailleurs masculins. Si les négociations sur les nouvelles technologies y sont institutionnalisées depuis longtemps, les technologies, elles, évoluent sans cesse. Le syndicat intervenait au niveau d'une entreprise donnée ; maintenant, c'est toute une branche ou secteur économique qui va changer. D'où le besoin de larges contacts entre toutes les femmes concernées, aussi bien au sein du syndicat qu'en le dépassant, afin d'affirmer, face aux structures bureaucratiques, leur propre point de vue concernant ce qu'il faut et ce qu'il ne faut

pas informatiser et comment le faire.

Mais sans les syndicats, pas de salut non plus (15). L'expression féministe, c'est très bien, c'est un premier pas, mais quand il s'agit de **faire** quelque chose dans la réalité du travail, mais c'est bel et bien dans et à travers le syndicat qu'il faut agir.

Une recherche autrichienne constate que l'informatisation des bureaux sous forme de machines de traitement de textes évoluées est accueillie avec un minimum de rejet par le personnel du secrétariat (16), car son mécanisme « *fait appel à l'amour des femmes pour l'apprentissage* » et il leur procure « *le plaisir de se sentir compétente* ». Dans l'administration qui a servi d'étude de cas, il ne s'agit nullement, pour les femmes concernées, de faire carrière dans l'informatique. Les machines de traitement de textes s'inscrivent dans les structures de travail existantes. Quoi d'étonnant alors que les réactions des unes et des autres diffèrent en fonction de leur tâches ? Les secrétaires se servent avec enthousiasme de ces outils qu'elles s'approprient dans le sens fort du terme pour se créer, dans le cadre de leur travail, « un champ indépendant ». Pour les dactylos, la machine à traitement de textes devient rapidement l'instrument de travail dominant. Elles l'acceptent à cause de son utilité, son efficacité évidentes, à tel point qu'elles « oublient » les problèmes de santé — fatigue oculaire et nerveuse — qu'entraîne ce travail à longueur de journée. Elles s'en plaignent, tout au plus, au lieu d'exiger une nouvelle conception des postes qui leur apporterait des tâches plus variées...

Ces mêmes outils si performants ont été mis au service, ici et là, d'une productivité du secrétariat étroitement conçue. Il fallait détruire la riche polyvalence des secrétaires. Désormais, on offre aux unes, une « carrière technique » liée aux seules machines ; aux autres, une « carrière administrative » consacrée aux tâches soi-disant nobles. A cette division de travail mutilante, ne peut-on pas, ne doit-on pas opposer l'alternative de l'appropriation du temps libéré par la machine, au service d'une démocratisation du travail ? (17)

Qualification, valorisation de la « différence »

La première présidente de la Cour de cassation a dit récemment (18) : « *La perfection technique... nous permet sans doute de supposer... que l'analyse d'un dossier puisse se faire à partir d'une gamme étendue de paramètres aboutissant à une solution fournie sur simple interrogation... Mais tous ceux qui ont l'expérience de la chose judiciaire connaissent la valeur de ce supplément d'âme qui est indispensable à l'œuvre de justice* » (c'est nous qui soulignons). Cette qualification et indispensable également dans le travail des femmes. Elle fait partie de ses qualifications méconnues et non rétribuées.

D'après deux informaticiennes italiennes (19), les nouvelles recherches sur le rôle de la communication au sein des organisations montrent qu'une distribution du contrôle est plus efficace qu'une structure hiérarchique de décision. Ainsi s'ouvre une voie aux femmes, qui désirent développer leurs capacités sans être obligées d'accepter le modèle masculin de culture au travail. Il faudrait informer toutes les femmes des résultats de ces recherches afin d'obliger les managers à mettre en œuvre ces principes. L'expérience au travail des secré-



Sicob : festival du logiciel.

taires leur donne une compréhension plus exacte de la réalité du réseau des relations et des communications au sein de leur organisation. La culture spécifique de la femme la prédispose à choisir un langage informatique et une conception des postes de travail qui correspondent aux besoins humains.

Dans leur travail de bureau, les femmes servent de mémoire collective, transmettant, les unes aux autres, l'expérience acquise. Cela se fait par communication informelle, invisible, non reconnue, mais essentielle pour le fonctionnement de l'entreprise (20). Quand cette mémoire vivante est programmée dans l'ordinateur, la communication informelle ne meurt pas pour autant ; elle ne fait que changer de caractère. Utilitaire, enracinée dans les contraintes du réel, sérieuse donc, elle devient ludique : conversations banales, sans conséquences, sur les petits événements de la journée. Le besoin de communication avec ses semblables, de relations humaines au travail, persiste et s'impose, même quand on travaille sur terminal. La quantité totale de ces échanges ne baissent pas, a-t-on observé (mais la qualité, oui !) ; le temps est devenu moins « flexible », ils s'implantent dans les interstices du travail. D'autre part, l'expérience étant à la base des jugements requis, ce n'est qu'avec la participation des employées que l'on pourra construire des systèmes informatisés et des organisations de travail qui conservent, en l'améliorant, le caractère spécifique du travail de bureau.

L'informatisation entraîne le plus souvent la réorganisation du travail. La conservation des compétences et des connaissances concrètes acquises par les femmes dans l'exercice de leur travail ne figure pas à l'ordre du jour (21). Les femmes se trouvant au bas de l'échelle, on n'accorde pas de valeur à leurs compétences spéci-

ques, même s'il arrive qu'on daigne les reconnaître. L'ordinateur rend le travail abstrait et standardisé. Qui peut prévoir les conséquences objectives autant que subjectives de cette coupure avec le fond d'expériences accumulées par le travail humain ?

Les compétences, la sensibilité

Prenons les standardistes norvégiennes comme exemple des attitudes de service et de souci attentif envers les besoins des autres, qui caractérisent le travail des femmes dans le tertiaire (22). L'informatisation des centraux téléphoniques s'est finalement imposée en fonction de la seule rationalité quantitative, au dépens des emplois des femmes qui, elles, rendaient aux usagers des service qualitatifs indispensables dans les régions isolées du pays.

C'est un mythe de croire que les femmes se désintéressent des nouvelles technologies conclut une étude danoise sur le travail de bureau (23). Elles le voient simplement d'un autre œil que celui des hommes, pour qui ce n'est qu'un jeu fascinant. Les femmes se placent du point de vue des incidences sur leur travail, sur leurs relations avec leurs collègues ou les contacts avec les clients : elles veulent savoir quelles seront les conséquences sociales. La technologie informatique, peut-elle être un outil pour faciliter les tâches de bureau sans vider le travail de son contenu, peut-elle accroître la compétence des employées, promouvoir la coopération entre êtres humains au lieu du dialogue avec la seule machine ? Voilà les exigences des femmes. Comment peuvent-elles se faire entendre ?

Et la suite ?

A tout cela il faut ajouter une question brûlante : faut-il interdire le télétravail à domicile ou à distance, source d'aggravation de la ségrégation, de l'isolement et de l'exploitation des femmes ou peut-on admettre l'admettre, surtout dans un contexte de chômage régional, s'il est assorti de contrôle adéquats d'ordre syndical ou législatif ? Cinq communications s'y sont penchées (24).

A ne pas oublier, non plus, les « rapports nationaux », chers à l'IFIP, qui précisent, d'un point de vue critique, ce que font les divers gouvernements concernant femmes, travail et informatisation (législation, recherches, formation...). La discussion se réfère à l'état d'avancement de l'informatisation ainsi qu'aux rôles joués par les syndicats et les organisations de femmes.

Les résolutions n'étaient pas à l'ordre du jour d'une conférence comme celle-ci. Au moment de l'évaluation de ces journées, une secrétaire s'est levée pour critiquer la domination par des universitaires, au langage pour elle inaccessible. Il n'y avait pas eu de place au programme pour que les femmes qui travaillent puissent exprimer elles-mêmes leurs problèmes et en discuter ensemble.

Il faut donc renvoyer aux femmes « à la base » l'essentiel des communications que des intellectuel(le)s avaient soumises à cette conférence. Ainsi en décidèrent les

femmes féministes ou militantes qui se sont réunies en groupe après et hors la conférence :

1) L'une d'elle fut chargée de préparer une petite brochure attrayante, au style vif (25). Hélas ! Celle-là aussi sera en anglais ! Nous aurons donc, ici en France, tout un travail de traduction à assurer... (26).

2) En outre, il faut chercher à faciliter les contacts, au niveau local, entre femmes qui travaillent, plutôt que passer par la communication verticale. Il faut demander le temps nécessaire pour qu'elles puissent se réunir et discuter ensemble. Elles auront ainsi plus de confiance en elles-mêmes, et en la force qu'elles représentent, pour décider de leur propre avenir.

3) Dans l'année qui vient, on s'efforcera d'organiser, dans chacun des onze pays représentés, des conférences sur le même thème, avec l'aide des organisations de femmes et des syndicats. Le cadre doit en être moins formel (moins « masculin »), accordant plus d'importance à la discussion libre en petits groupes qu'aux exposés individuels.

Déjà une conférence de trois jours s'annonce à New York pour la fin mai, intitulée : Changement technologique et emplois professionnels, techniques et de bureau. Organisé sous forme mixte par le Département d'employés professionnels, AFC-CIO (qui comprend 27 syndicats et 2 millions de membres), elle est en fait l'œuvre de sa Commission sur les femmes salariées et professionnelles, et s'inspire des leçons de Rival del Sole.

Gretel Glogau

1) La brochure peut se procurer auprès du Canadian Research Institute for the Advancement of Women, 151 Slater, Ottawa, Ontario K1P 5H3. Le prix est de 15 dollars canadiens, frais d'envoi compris.

2) On peut l'obtenir de "9 to 5, National Association of Working Women" 1224 Huron Road, Cleveland, Ohio 44115, au prix de 14,50 dollars, frais d'envoi compris.

3) Même adresse que ci-dessus, le prix de cet annexe est de 6,50 dollars.

4) "International Women and New Technology Conference 1983" en vente chez ISIS, via Santa maria dell'Anima 30, 00186 Rome, Italie.

5) Voir l'étude classique de Madeleine Guilbert, Les fonctions des femmes dans l'industrie, Paris, Mouton, 1966.

6) Microsyster, Wesley House, Wild Court, Londres WC2, enverrait volontiers sur demande leur petit tract.

7) WATCH, Science Policy Research Unit, Université de Sussex, R-U sert de "lien entre la recherche sur les implications, pour les femmes, de la nouvelle technologie et les politiques en matière de changement technique qui prennent en compte les besoins et les expériences de femmes". Leur "liste de groupes et d'individus actifs dans ce domaine doit faciliter les communications".

8) "Deviant or conformists ?" Elin Kwande, IFIM (Institut de recherche sur les conditions de travail), Trondheim.

9) "Women as EDP professionals" par Agneta Querin, Agence suédoise pour le développement de l'administration.

10) "System development in a women's perspective", par Gitte Moldrup Nielsen et Kristine Stougrd Thomsen, Département des sciences informatiques, Université de Aarhus, Danemark.

11) "Word processing and career opportunities for women", par Bonnie McD. Johnson et James C. Taylor, Socio-Technical Design Consultants, Pacific Palisades, Californie.

12) "New Technologies - Occupational Chances for Women ?" par Sabine Gensior, Institut de Berlin pour la recherche sociale et la pratique en sciences sociales.

13) "Computers and work content, work load and stress - analyses ans women's participation strategies" Par Gunilla Bradley, Université de Stockholm.

14) "Not only windmills - female service workers and new technologies", par Tamar Bermann, Institut de recherche sur le

travail, Oslo.

15) "Still dancing after all these years..." par Jannet Grenfeldt. Groupe de recherche sur les systèmes d'information, Institut d'économie et du management, Copenhague, et Susanne Kandrup, syndicat des employés du Danemark.

16) "Women in the automated office" par Ina Wagner, Institut de physique des corps solides, Vienne.

17) "Office computerization and work structures : in a challenge for women" par Margaret Glogau, Paris EHESS.

18) Mme Simone Rozès, dans "Les lacunes du droit sociale", Le Monde, 7/1/85.

19) "Women and work in the age of computers" par F. De Cindio et C. Simone, Institut de Cybernétique, Université de Milan.

20) "Office work and skills" par Merete Lie et Bente Rasmussen, Institut pour la recherche sociale dans l'industrie, Trondheim.

21) "What does computerization mean for the skill in women's work ?" par Sara Ellen Goodman, Faculté de sociologie, Université de Lund, et Maja-Lisa Perby, Centre sur la vie au travail, Stockholm.

22) Voir note 13.

23) "The Future - do women play a part" par Karen Sjørup et Kirsten Thomsen, Centre universitaire de Roskilde.

24) "Remote work" par Monica Elling, Centre suédois sur la vie au travail, Stockholm ; "The future : clerical workers", par Judith Gregory, AFL-CIO Department of professional workers, Washington, DC ; "telecommunication a new word, but is it still just the same old story ?", par Elsbeth Monod, CESTA, Paris ; "Do we need legal protection for remote work ?" par Wolfgang Kilian, Institut du droit en informatique, Université du Hanovre ; "Flexibility in women's office work" par Gitte Vedel, Centre de recherches en informatique, Instituts supérieurs du Commerce, Copenhague et Ewa Gunnarson, Centre suédois sur la vie au travail, Stockholm.

25) Le compte rendu officiel de la conférence sera publié par Holland Publishing Co., ce tome volumineux coûtera sans doute dans les 50 dollars.

26) Le Réseau Femmes-Informatisation-Bureaux voudra-t-il y prêter un coup de main ?